

Questions orales

[Traduction]

LE REVENU NATIONAL

ON DEMANDE SI LES TAXES SERONT RÉDUITES

M. John Gamble (York-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Vu le changement qui se produira bientôt dans l'administration des États-Unis par suite des récentes élections et vu que le nouveau président a promis de réduire les impôts, le ministre a-t-il l'intention de réduire aussi les impôts au Canada, même si son exposé budgétaire a récemment été adopté par la Chambre, afin de tenir compte des réductions d'impôt aux États-Unis? En effet, ceux qui veulent faire affaires en Amérique du Nord sont normalement attirés par le pays qui offre les taux d'imposition les moins élevés.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président, ce n'est pas l'intention du gouvernement. Comme je l'ai signalé dans l'exposé budgétaire, le mécanisme d'indexation du régime fiscal canadien donne le même résultat que les réductions d'impôts annoncées aux États-Unis. Ces réductions d'impôt sont accordées automatiquement au Canada.

M. Gamble: Madame le Président, je veux parler, bien entendu, des réductions marquées des impôts que le nouveau gouvernement des États-Unis compte accorder et je reconnais que le gouvernement anticiperait sur les événements s'il prenait des mesures à cet égard aujourd'hui même. Comme les impôts doivent être réduits de 30 p. 100 au cours des trois prochaines années aux États-Unis, est-ce que le gouvernement n'aurait pas intérêt à faire entendre aux entreprises et aux autres contribuables du Canada qu'il va envisager sérieusement d'adopter pour le Canada des réductions d'impôt du même ordre que celles qui seront effectivement appliquées aux États-Unis?

● (1440)

M. MacEachen: Tout ce que je puis dire à ce sujet, madame le Président, c'est que le régime fiscal canadien se compare favorablement à celui des États-Unis et de n'importe quel autre pays, du point de vue de la promotion des investissements comme du point de vue de la charge fiscale du contribuable. D'ailleurs, il faudrait attendre de voir quelle suite le Congrès va donner aux intentions présidentielles, avant d'emboîter le pas.

* * *

LE BUDGET

LES DÉFICITS PRÉVUS POUR 1980 ET 1981

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, j'ai aussi une question à poser au ministre des Finances. Le ministre sait quelle déception ses projections à moyen terme ont causée à la Chambre et à la population canadienne, puisque ses chiffres relatifs au taux de change et au taux d'inflation se révèlent tout à fait inexacts. Il est évident que ses

projections ne se réalisent pas. Quant à son déficit, le ministre sait que les taux d'intérêt ont augmenté de 1 p. 100 depuis son exposé budgétaire. Est-il toujours persuadé que son déficit ne dépassera pas 13.75 milliards l'an prochain ni 14.15 milliards cette année?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, il faudrait peut-être me répéter, puisqu'il devient de plus en plus évident que les gens accordent beaucoup de confiance à mes projections, même celles qui concernent 1982 et 1983. Tout le monde doit reconnaître, et je suis le premier à le faire, que mes projections sont des projections et rien d'autre, et qu'elles sont très hasardeuses. Mes honorables amis d'en face devraient en savoir quelque chose, ayant vu à quel point certaines projections qu'ils avaient faites en décembre se sont révélées erronées au début 1980. Je n'en fais pas reproche au gouvernement précédent. Car cela, c'est le lot de toutes les projections.

Que les députés ne me demandent pas de confirmer en toute certitude ce qui va se produire sur la foi de ces projections, parce que je ne le ferai pas. Ce sont là des hypothèses fondées sur l'examen le plus attentif des mouvements de la conjoncture. Lorsque ces mouvements avortent ou changent de cours, il est évident que les hypothèses et les projections doivent changer. Plus tôt nous le comprendrons, plus intelligemment nous discuterons de la situation économique du pays.

M. Blenkarn: J'ai le plaisir d'entendre le ministre reconnaître que ses projections montraient la vie en rose. Il est incontestable qu'elles sont fausses à tous points de vue. Le ministre veut-il déposer à la Chambre un jeu de projections exact, qui tiennent compte du dollar à 84c. et de l'inflation à 11 p. 100, pour que les hommes d'affaires du pays puissent savoir où ils vont? Ce n'est pas trop demander que d'avoir des projections pour 1981. Ne nous soucions pas de 1982, 1983 et 1984. Mais pour 1981, sachons où nous allons avec ce budget.

M. MacEachen: Madame le Président, je profite de l'occasion pour dire au député que par ce budget nous établissons l'assise d'un redressement de l'économie et d'une croissance économique saine pour l'avenir. C'est là notre objectif.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE DÉVERSEMENT DE DÉCHETS CHIMIQUES DANS LA RIVIÈRE NIAGARA—LES CONSULTATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

M. Gilbert Parent (Welland): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne les substances polluantes déversées dans la rivière Niagara. Étant donné que les États-Unis viennent de changer de gouvernement et vu que la SCA Chemical déverse ses déchets dans la rivière Niagara depuis assez longtemps, le ministre peut-il nous dire quelles démarches notre gouvernement fait auprès de celui des États-Unis à propos de ce problème.